

# ECONOMIE ET CONVICTIONS

MARS- AVRIL  
2022



## ESPRIT DE RÉSISTANCE

# SI VIS PACEM, PARA BELLUM QUI VEUT LA PAIX, PRÉPARE LA GUERRE



« La première victime de la guerre, c'est toujours la vérité » disait Rudyard Kipling.

Les visites diplomatiques successives de Kamala Harris et de Joe Biden en Pologne, et leurs roadshows européens en ces derniers jours ont fait couler beaucoup d'encre à l'aune des gesticulations de leurs états-majors et de l'effet produit par certaines de leurs déclarations aussi spectaculaires que vaines.

Ce furent des visites diplomatiques, symboliques, mais sans aucune influence sur la guerre russo-ukrainienne, dont l'issue ne se règlera, et sans doute pas dans l'immédiat, que via l'Union européenne et les sanctions financières et commerciales qu'elle impose depuis le début du conflit. Peut-être également avec l'aide, ici et là, de certains autres Etats actuellement à la manœuvre, tel Israël, dont les affaires se trouvent évidemment aussi très atteintes par la situation, sans qu'ils puissent non plus exercer une véritable influence de long terme sur la stratégie de Vladimir Poutine.

Si la porte-parole de la diplomatie russe, Maria Zakharova, annonce depuis lors, certains progrès dans les négociations, cela constitue en apparence la meilleure nouvelle sur le front de l'Est depuis ces trois dernières semaines. Elle ajoute que la Russie ne cherche ni l'occupation de l'Ukraine, ni la destruction de son Etat, ni le renversement du gouvernement ukrainien. S'adjoint à son propos, les brèves de comptoir souvent émises par d'éminents spécialistes européens, selon lesquels il conviendrait de négocier désormais un processus de désescalade avec une sortie par le haut, que le président russe accepterait rapidement en raison de l'effondrement attendu de son armée et plus encore de celui de son système. Quelle naïveté !

**Nos erreurs géostratégiques commises depuis plus de 20 ans, vilipendant le nucléaire, au profit d'autres énergies fossiles sur la base d'assertions mensongères ou erronées, ont rendu ainsi notre dépendance énergétique fatale, et notre légèreté, impardonnable, face à la volonté expansionniste russe, pourtant non dissimulée, mais que les dirigeants européens et américains ont cru bon de sous-estimer, bien que, pas pour les mêmes raisons.**

**Autant dire que du point de vue énergétique, mais aussi et surtout alimentaire, puisque la Russie et l'Ukraine représentent à elles deux, le grenier à blé du monde, nous nous sommes tous trompés de combat en ne voulant pas voir la vérité en face.**

Cette vérité qui oblige aussi à nous demander même s'il est un peu tard, si nos stratégies d'alliance sont aussi profitables que nous le croyons, et qui va tirer parti de cette situation délétère dont il convient de souligner non seulement les conséquences dramatiques sur le plan humanitaire, mais aussi pour nos entreprises, et pour tous les citoyens européens, qu'ils appartiennent à l'Union ou non.

**A qui bénéficiera le réarmement allemand, qui va devenir notre fournisseur privilégié en gaz, en pétrole ou en céréales, bref, qui va tirer profit de l'affaiblissement généralisé de l'Union européenne après avoir jeté de l'huile sur le feu sur la question russe depuis ces derniers mois ? Si le sujet ici n'est pas de remettre en question l'OTAN malgré ses indéniables faiblesses, ni nos alliances atlantistes, il est urgent cependant de réaliser que la paix ne se maintient qu'en préparant la guerre, sur tous les plans, sans relâche, et contre tous.**

Nous avons préféré en Europe pratiquer une géopolitique à bas prix, dont la facture finale va s'avérer, au contraire, très coûteuse pour les occidentaux.

**ANNE MAZOYER-JANKOWSKA**  
PRÉSIDENTE  
DIRECTRICE DE LA PUBLICATION



# RÉALISER LA PROPHÉTIE AFRICAINE PAR L'ACTION POLITIQUE

***Dans la narration géopolitique mondiale à déconstruire, l'Afrique est enfermée dans un imaginaire dépassé d'une femme à conquérir. Riche de ses matières premières et de ses ressources d'envergures, elle est prisonnière de ses promesses et donne à voir l'image d'une femme au formidable potentiel qui, bien qu'ayant tout pour maîtriser son destin, demeure réduite à un rôle de spectatrice tant de son sort que de celui du monde.***

***L'analogie s'arrête ici. Car tant auprès de partenaires historiques avec le souci d'une relation plus juste et équilibrée, que de prédateurs avec pour seul but une exploitation non normée, le continent a une partition majeure à jouer dans le nouvel ordre mondial.***

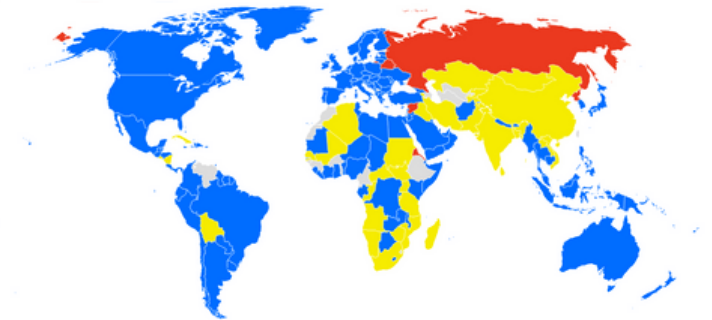
## **L'Afrique, l'Europe et la Russie, cette drôle de guerre**

Le 24 février dernier, dans un mouvement aussi condamnable que prévisible, la Russie a décidé d'envahir l'Ukraine et d'entraver la liberté fondamentale des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Le 2 mars, en réponse à cette opération militaire, l'Assemblée générale de l'ONU a adopté une résolution enjoignant à la Russie la cessation immédiate des hostilités et le retrait immédiat des forces russes. Si cette résolution a été adoptée à une écrasante majorité de 141 pays, elle demeure néanmoins éloquente de révélations, tant sa lecture est riche d'enseignements sur le changement des paradigmes, d'une part, entre l'Afrique et les puissances internationales et, d'autre part, au sein du continent lui-même. En effet, 35 pays (dont la Chine) se sont abstenus.

## **Résolution de l'ONU condamnant l'invasion Russe de l'Ukraine**

Vote de la résolution du 2 mars 2022  
■ Abstention ■ Contre ■ En faveur



Map: FairValue Corporate & Public Affairs • Source: United Nations • Created with Datawrapper

Au Maghreb, où des pays tels que le Maroc et la Tunisie demeurent des partenaires historiques de pays de l'UE (France, Espagne, Italie...), l'abstention de l'Algérie étonne moins lorsqu'on connaît son histoire décoloniale, ses relations avec Cuba et l'ancienne URSS, tissées lors des indépendances. Pas plus que ne surprend la position de l'Angola ni même celle du Mali au vu des développements récents et où le groupe Wagner gagne du terrain.

Mais plus surprenante encore, l'abstention du Sénégal, du Madagascar et de l'Afrique du Sud révèle un incontestable recul de l'influence européenne et occidentale sur le continent africain.

Si l'urgence va incontestablement à la guerre ukrainienne, cette évolution pousse à s'interroger sur la portée expansionniste de la Russie en Afrique et confirme la nécessité pour l'Union européenne, premier partenaire commercial de l'Afrique subsaharienne, de repenser sa politique africaine.

**Sans aller jusqu'à affirmer que le destin de l'Europe sera africain, il est certain que l'avenir de l'Europe sur la scène internationale se lit incontestablement en miroir avec la reconstruction de sa puissance sur le continent africain et avec la trajectoire de l'Afrique.**



## **Dépasser l'illusion de non-alignement d'une Afrique spectatrice**

L'abstention de certains pays africains et asiatiques s'inscrit, au moins en théorie, dans une tradition de non-alignement. Cependant, celle-ci soulève une double interprétation : celle d'une prise de distance des pays africains qui ne se sentiraient pas concernés par la guerre et celle d'une absence d'alignement jugée plus prudente eu égard aux intérêts.

Dans l'une comme dans l'autre des lectures qui expliquent l'abstention, lorsque nous nous référons précisément aux seuls intérêts des pays africains sur le long terme comme grille de lecture, l'Afrique fait là un mauvais calcul. Car contrairement aux puissances occidentales et même à la Chine qui s'intéressent aux matières premières mais voient également en l'Afrique et sa croissance démographique un marché, la Russie n'apporte ni véritable réseau commercial ni investissements réels. Pour compenser cette lacune, réussir sa percée et gagner l'autre guerre de l'image et de la communication, la Russie ne dispose que d'un ersatz d'armée (Libye, Centrafrique, Mali, Darfour...) et s'appuie sur un discours et un sentiment anti-occidentaux diffus principalement auprès de la jeunesse.

Il n'appartient qu'à l'Afrique non pas de reconnaître ses amis mais de mieux situer ses intérêts et d'avoir la maîtrise de sa narration. Cela exige de pouvoir aller au-delà de l'illusion d'un non-alignement dans une guerre qui ne fera que des perdants. Et ce n'est qu'au prix de cette lucidité primaire et d'une action politique assumée, que le continent pourra dépasser la lecture passéiste qui le présente comme simple spectateur et renverser la narration actuelle.



**NDÈYE ARAME DIME**  
CONSEILLÈRE EN AFFAIRES PUBLIQUES  
ET POLITIQUES

# LE PRINTEMPS DE L'EUROPE ?

**Interrogé sur l'Ukraine, Dominique Moïsi (conseiller spécial de l'IFRI et de l'Institut Montaigne) remarquait que l'Union européenne, espace de paix par excellence, renouait inopinément avec son récit fondateur, la guerre. Un conflit d'une ampleur inconnue depuis soixante-dix ans, impliquant des dizaines de milliers de soldats sur un théâtre européen, permet en effet aux générations qui n'ont connu la guerre que par oui-dire, celles qui s'exclament « Hitler, connais pas ! », de prendre soudain conscience que bombes et missiles existent au-delà des jeux vidéo, semant mort et destruction à deux pas de chez nous.**



## **Spirale infernale**

L'Ukraine réserve à Poutine une série de revers, sur le terrain où ses troupes rencontrent une résistance farouche comme sur la scène internationale, où la condamnation est cinglante. Dans un revirement spectaculaire, l'Allemagne a décidé de livrer des armes à l'Ukraine, de doubler en 2022 son budget de défense et de mettre bientôt fin au contrat Nord Stream 2 d'importation de gaz russe. Le Parlement européen soutient unanimement la candidature de l'Ukraine à l'UE, tandis que Suède et Finlande envisagent leur adhésion-éclair à l'OTAN. Loin d'ébranler la folle résolution de Poutine, l'élan de solidarité qu'elle suscite au sein de l'UE comme de l'OTAN nourrit sa rage d'en découdre, aux dépens du peuple ukrainien pris en otage entre ivresse de puissance et souci occidental d'éviter une escalade.

## **Evolutions parallèles**

Dépassant sa vocation économique initiale, l'UE s'est muée en institution politique et caresse aujourd'hui l'espoir d'investir dans sa propre défense, comme il sied à une Union « géopolitique ». Pour sa part, l'OTAN, alliance militaire instituée en 1949 à des fins défensives, devient de plus en plus politique. La diversification de leurs missions s'accompagne de l'intégration de nouveaux membres: de six à vingt-sept pour la première, de douze à trente pour la seconde.

La guerre en Ukraine réinstalle clairement Washington à la barre de l'OTAN, renouant ainsi avec une tradition reniée par le président Trump. Rassurés, les Européens s'en trouvent néanmoins relégués au rang d'auxiliaires, statut qui les arrange. Les nouvelles ambitions de l'UE vont-elles équilibrer les deux piliers de l'OTAN?

## **Entre futur conflictuel et avenir radieux**

Instruments-clés de soixante-dix ans de développement pacifique, ces deux institutions se retrouvent à la croisée des chemins :

- Le conflit ukrainien réveillera-t-il l'UE de son profond coma en matière de défense ? Cette thèse de certains experts se trouve confortée par la Déclaration de Versailles du 11 mars qui cite, parmi les trois dimensions essentielles de la souveraineté européenne, le renforcement des capacités de défense et la réduction de la dépendance énergétique.

- Une OTAN renforcée dans sa composante européenne mais encore sous tutelle américaine venant s'ajouter à une UE dotée, depuis le 21 mars, d'une « Boussole stratégique » en matière de Défense pourrait certes alimenter les craintes russes d'un changement de nature de leur rapport de force avec l'Ouest, mais elle garantira surtout un meilleur équilibre entre Européens et Américains au sein du camp occidental.

Notons à cet égard la parfaite convergence de vues des partenaires transatlantiques sur les deux priorités du moment, défense et énergie :

"During his appearances at both the Nato and EU summits, Biden may press European leaders on longer-term plans. They include the need for more defence spending to match Nato target, which have become even more important given the war in Ukraine, and separate proposals for the bloc to use more of its fiscal firepower on security and energy."

Sauf imprévu, l'Occident sortira plus uni, donc renforcé, des réunions au sommet, OTAN, G7 et UE, qui se succèdent les 24 et 25 mars.

## **Fin de conflit : humiliation ou réconciliation**

Il est, hélas, prématuré d'envisager l'après-Poutine. Mais le jour pourrait venir de restaurer la Maison commune européenne chère à Gorbatchev, sous la forme actualisée d'une zone de prospérité 'de l'Atlantique à l'Oural' associant le plus grand marché du monde et l'un des premiers gisements mondiaux de matières premières stratégiques. Cette Europe 'géopolitique' façonnée par la géographie et l'histoire aurait pour sinistres alternatives l'appendice oriental d'une communauté atlantique dominée par les Etats-Unis ou le croupion occidental d'une communauté eurasiatique sous férule chinoise. Alors que pleuvent bombes et missiles sur le peuple ukrainien et que s'accumulent les sanctions des criminelles hérésies de Poutine, est-il trop tôt pour fournir aux Russes des gages concernant leur avenir?

Que disparaisse la menace immédiate – scénario que chacun appelle de ses vœux – et l'unité à peine retrouvée s'évanouira. Mais qu'importe : en ce printemps 2022 qui voit la nature reverdir alentour, le meilleur antidote à la tragédie ukrainienne consiste à imaginer une Europe digne de ses fondateurs, suffisamment puissante pour que ses valeurs humanistes soient enviées et respectées à travers le monde.



### **PATRICE CHAZERAND**

DÉLÉGUÉ CCOMI (COMITÉ CONSULTATIF  
POUR LES MUTATIONS INDUSTRIELLES)  
OF COUNSEL FAIRVALUE CORPORATE &  
PUBLIC AFFAIRS

# UN NOUVEAU QUINQUENNAT SOUS HAUTE TENSION

L'année 2022 était destinée à être un nouveau chapitre de l'histoire contemporaine. Une année marquée par l'espoir de pouvoir enfin respirer à nouveau profondément, sans barrières d'aucune sorte. Une année de renaissance, qui devait être le signe définitif de la reprise économique et de l'abandon des bouées de sauvetage sous la forme des prêts de l'État destinés à pallier l'arrêt drastique de l'activité commerciale. Une année de transition vers des modèles sociaux et économiques durables, écologiques et numériques, et vers l'affirmation d'une politique nationale et européenne résiliente et souveraine.

Dans ce fatras de promesses et d'illusions, 2022 avait la tâche ardue de représenter l'année des grands rendez-vous électoraux et de l'affirmation de la France comme leader d'une Union européenne qui exigeait, plus que jamais, le retour de son *λόγος* dans la dynamique diplomatique internationale.

Néanmoins, la nature cyclique, moqueuse et sanglante de l'histoire rappelle à chacun d'entre nous, du citoyen à l'homme d'affaires en passant par le politicien, que l'avènement du Risorgimento n'est pas encore arrivé.

**La question se pose donc spontanément : après 70 ans de paix sur le sol européen et à quelques jours du premier tour des élections présidentielles françaises, comment l'un des principaux droits des démocraties occidentales - la liberté de vote - peut-il conserver sa valeur face à l'écho étouffant des chars et des bombes à la frontière orientale ?**

En effet, l'entrée en scène médiatique de l'invasion russe en Ukraine a déstabilisé en quelques heures l'opinion publique nationale et avec elle le programme et la rhétorique des huit candidats à l'Élysée. **La guerre à laquelle nous assistons actuellement a servi de rappel rapide et dramatique des priorités de notre époque, ainsi que de la vacuité et de l'incohérence des questions qui, il y a quelques semaines encore, déterminaient sans cesse le sort des scrutins électoraux.**

De l'immigration à la francophonie, l'importance de ces questions a été dépouillée de l'intérêt du public, et avec elle la capacité des prétendants à la plus haute fonction de l'État à attirer les masses et à consolider une base électorale convaincante. C'est pourquoi, depuis le 24 février, les déclarations des candidats sont dénaturées de leur essence idéologique et réajustées en fonction de l'actualité - une logique qui, pour de nombreux politologues, comme Pierre Rosanvallon, est liée à la philosophie du populisme protestataire.

**Cette dynamique a donc conduit à s'interroger sur la valeur d'une campagne présidentielle régie par l'impossibilité d'analyser d'un œil lucide les différentes propositions liées à la politique intérieure.** À l'heure où la France doit élaborer un plan de réforme solide pour éviter les risques d'un seuil d'endettement trop élevé et d'une inflation imparable, l'agenda politique a été contraint de se concentrer sur l'impact des sanctions imposées à la Russie, qui s'accompagnent de l'ombre des crises énergétique et alimentaire qui auront des conséquences drastiques sur la stabilité financière et le pouvoir d'achat des consommateurs.



Dans tout cela, alors que tous les candidats qui cherchent à évincer le président sortant peinent à se tailler un espace de parole digne de ce nom, Emmanuel Macron, dont la campagne reste sèche pour l'instant, semble pouvoir profiter de la légitimité que lui confère sa position de chef d'État.

**En ce sens, la théorie du ralliement autour du drapeau développée par John Muller en 1970 semble confirmer une fois de plus sa solidité.** Le principe qui sous-tend la pensée du politologue repose sur le fait que dans les situations de crise ou d'urgence, caractérisées par une connotation internationale et dramatique, le peuple a tendance à se rassembler autour des symboles de l'État - le drapeau et son chef - orientant ainsi son soutien électoral vers les personnalités en place.

Suivant cette logique, et grâce aussi aux avances de certains candidats à l'actuel ennemi public numéro 1, Vladimir Poutine, le président-candidat Emmanuel Macron semble promis à une victoire annoncée.

Cependant, alors que les sondages d'aujourd'hui considèrent son élection comme acquise, une variable décisive apparaît avec une intensité croissante : l'abstentionnisme. En effet, la focalisation mondiale sur les événements ukrainiens risque d'éclipser la campagne et, avec elle, l'intérêt des citoyens à se rendre aux urnes.

Mais la question qui constitue aujourd'hui la véritable clé de voûte dans ce contexte est la suivante : dans un agenda politique et médiatique dominé par les affaires étrangères, **comment les électeurs peuvent-ils formuler une pensée critique qui les conduira à prendre des décisions conformes à leurs besoins pour les cinq prochaines années ?**

**Ce qui est certain, c'est qu'un moment électoral essentiel risque de se dérouler à l'ombre de ces principes démocratiques sur lesquels sont bâties les valeurs républicaines qui font de la France ce qu'elle est aux yeux du monde. Le risque est donc réel : le 24 avril pourrait représenter une nouvelle défaite de la politique occidentale contemporaine.**



**MARCO ROCCHI**

CONSEILLER EN AFFAIRES PUBLIQUES ET POLITIQUES, CHARGÉ DE DÉVELOPPEMENT EUROPE DU SUD

# COMMUNIQUÉ DE PRESSE

FAIRVALUE CORPORATE & PUBLIC AFFAIRS LANCE SUR SON SITE INTERNET UNE PLATEFORME RELAIS D'INFORMATIONS DÉDIÉE AUX RÉFUGIÉS UKRAINIENS



Dans le contexte bouleversé et tragique de la guerre livrée par la Russie à l'Ukraine, le cabinet FairValue Corporate & Public Affairs s'engage aux côtés des réfugiés ukrainiens poussés à quitter leur patrie, d'abord vers les pays limitrophes du conflit, mais aussi vers l'Europe et le monde entier.

Les pays frontaliers de l'Ukraine et particulièrement la Pologne, sont en première ligne : la crise migratoire à laquelle le pays doit faire face est un défi immense, sur les plans à la fois économique, social et sanitaire, dont la durée est indéterminée. On parle aujourd'hui de plus de 5 millions de réfugiés qui trouveraient asile en Pologne momentanément ou de manière plus durable dans les mois à venir.

Cette responsabilité humaine, économique, et sociale, la plus lourde de l'ensemble des pays frontaliers de la guerre, ne saurait être portée par un seul Etat-membre, mais bien par l'Union Européenne toute entière et aussi par chacun d'entre nous, selon sa volonté et ses moyens.

Ainsi, notre cabinet, implanté dans plusieurs pays européens, dont la Pologne, a décidé, dans un esprit de solidarité, de monter une plateforme relais, sous la forme d'un site dédié, lancé ce jour, et contenant la liste et le contact des organismes et associations en charge de la gestion et de l'aide dispensée aux réfugiés ukrainiens en France, en Belgique, en Italie, au Royaume-Uni et en Pologne. Ce site spécifique abrité par [www.fairvaluecc.com](http://www.fairvaluecc.com), sera mis à jour au quotidien par les collaborateurs du cabinet, pour informer toutes celles et tous ceux qui souhaitent accueillir, accompagner ou tout simplement aider par quelque moyen que ce soit, les réfugiés ukrainiens.

**Anne Mazoyer-Jankowska**, Présidente Fondatrice de FairValue Corporate & Public Affairs déclare : « *Notre cabinet, par cette action solidaire, souhaite engager son esprit de résistance au service de la reconstruction des vies ukrainiennes en Pologne et dans d'autres pays européens, dans les mois et les années à venir. Au-delà, les relations professionnelles que FairValue Corporate & Public Affairs entretient avec la Pologne, ses entreprises et ses fédérations clientes, mais aussi avec ses partenaires et ses amis polonais, dont la résilience, force le respect et l'admiration, nous ont naturellement conduit à soutenir leur engagement et leur combat.* ».

Newsletter – Economie et Convictions

Directrice de la Publication : Anne Mazoyer-Jankowska  
Rédacteur en Chef : Marco Rocchi

Ont contribué à ce numéro : Ndèye Arame Dime, Patrice Chazerand, Samuel Augizeau, Nina Pautre

© FairValue Corporate & Public Affairs, tous droits réservés

[www.fairvaluecc.com](http://www.fairvaluecc.com)